
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

KARL KAUTSKY
Secrétaire d'État adjoint des Affaires Étrangères d'Allemagne
lors de la Révolution du 9 novembre 1918

COMMENT S'EST DÉCLENCHÉE LA GUERRE MONDIALE

Avec les documents secrets de la Chancellerie allemande
annotés par Guillaume II

TRADUIT PAR VICTOR DAVE

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1923

COMMENT S'EST DÉCLENCHÉE

LA GUERRE MONDIALE

KARL KAUTSKY
Secrétaire d'État adjoint des Affaires Étrangères d'Allemagne
lors de la Révolution du 9 novembre 1918

COMMENT S'EST DÉCLENCHÉE LA GUERRE MONDIALE

Avec les documents secrets de la Chancellerie allemande
annotés par Guillaume II

Traduit par VICTOR DAVE

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1923

PRÉFACE

A la suite de la révolution du 9 novembre 1918, les délégués du peuple me demandèrent d'entrer, en qualité de Secrétaire d'Etat adjoint, au Ministère des Affaires Etrangères. Comme une de mes premières tâches, je m'y appliquai, tout d'abord, à rechercher si des matériaux accablants n'avaient pas été enlevés de ses Archives, ce qu'on craignait fort à cette époque. Je ne pus rien remarquer cependant qui fût de nature à confirmer ce soupçon. Les premières constatations, faites au hasard, me révélèrent, au contraire, l'existence de matériaux importants. Je proposai aux délégués du peuple de publier, en premier lieu, les documents relatifs à l'explosion de la guerre. Le peuple allemand avait incontestablement le droit d'apprendre la vérité sur les hommes qui, jusqu'alors, avaient été ses dirigeants. C'était nécessaire aussi, parce que, par là, on démontrerait clairement à l'étranger méfiant, que la rupture avait été complète entre le nouveau régime et l'ancien.

Les délégués du peuple furent d'accord avec moi et me confièrent le soin de colliger et de publier les documents en question. L'attitude que j'avais observée jusqu'alors garantissait, du reste, que des matériaux gênants ne seraient pas supprimés par moi. On désirait seulement que je ne mette pas sous les yeux du public les documents isolément, un par



un, aussitôt après leur découverte, comme Eisner l'avait fait, mais qu'ils ne fussent publiés qu'en un recueil complet, entièrement terminé. Au point de vue politique, cette manière de procéder ne se justifiait guère, parce que la publication des documents — et leur effet favorable pour le nouveau régime, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, — en serait ainsi retardée. Mais cela coupait court, cependant, aux objections des défenseurs de l'ancien régime, qui auraient prétendu qu'on n'avait affaire qu'à des documents tendancieusement choisis et détachés de leur ensemble, n'ayant pas, par conséquent, force démonstrative.

Je ne méconnus pas la valeur de ces considérations et j'agis conformément aux indications données.

Quand, en décembre, mes coreligionnaires politiques Barth, Dittmann et Haase, sortirent du gouvernement, je renonçai, moi aussi, à mon poste de Secrétaire d'Etat adjoint, tout en me déclarant disposé à continuer à colliger et à publier les documents de la guerre. A cette offre, je reçus la réponse suivante en date du 4 janvier :

« *Cher Camarade,*

« *En réponse à votre lettre du 2 janvier, le gouvernement du Reich vous prie de vouloir bien continuer votre travail comme co-éditeur des documents relatifs à l'origine de la guerre.*

« *Le gouvernement du Reich,*

« EBERT ».

Le mot « co-éditeur » se rapporte à ce fait que, depuis quelque temps, on avait pris l'habitude de dédoubler chaque poste supérieur, qui, dès lors, était occupé par un socialiste de droite et par un socialiste indépendant ; on m'avait ainsi adjoint Quarck.

Cette habitude cessa après le départ des indépendants. Quarck mit aussi bientôt fin à sa collaboration et je demeurai éditeur unique de ces documents.

Naturellement, je n'accomplis pas seul tout ce grand tra-

vail. Avant de prendre d'autres auxiliaires, j'eus l'assistance dévouée de ma femme qui, depuis plusieurs dizaines d'années déjà, participe, par son aide et ses conseils, à chacune de mes œuvres. Bientôt cependant un bureau spécial d'édition devint nécessaire.

Il fallait accélérer la publication, et moi, à part mes travaux de publiciste, j'étais encore occupé à la Commission de socialisation. Aussi, Quarck et moi, nous étions-nous déjà, en décembre, adressés au docteur Gustave Mayer, lui demandant de mettre à notre disposition toute son activité, à l'effet de recueillir et de classer les documents, quoiqu'il dût, lui aussi, abandonner pour cela quelques travaux qui lui étaient chers. Sur son initiative, nous eûmes encore recours, surtout pour le travail des archives, au docteur Hermann Meyer, archiviste au Bureau des Archives secrètes de l'Etat, et, au commencement de février, pour accélérer la conclusion du travail, et en raison de l'abondance croissante des matériaux, au docteur Richard Wolff et à Mlle N. Stiebel, diplômée en sciences historiques.

J'ai le devoir de les remercier tous, surtout les deux premiers, pour leur participation dévouée et précieuse à la grande œuvre.

Je fus ainsi mis en mesure d'informer, le 26 mars, le comte Brockdorff-Rantzau que le recueil était complet quant à l'essentiel, et qu'il pourrait être, immédiatement, livré à l'impression. Il restait bien à faire une série de constatations; par exemple, la date et l'heure de la réception ou de l'expédition, qui ne pouvaient pas être établies exactement pour chaque document sans de nouvelles recherches. Mais ces additions et certaines autres, comme la table des matières, etc., pouvaient être faites au cours de la composition.

Il ne fallait plus retarder l'impression, si on voulait établir aux yeux du monde entier, et avant même le commencement des négociations de paix, la preuve la plus évidente, la plus manifeste, que le Gouvernement allemand qui conduisait ces négociations, n'avait rien eu de commun avec celui qui avait déclaré la guerre.

Le gouvernement, évidemment, considéra la chose d'une

autre façon. Il remit à plus tard la publication, et fit paraître à la place des documents, un rapport sur l'explosion de la guerre, qui constitua le Livre blanc de Juin 1919, rapport qui a pu être discuté encore dans le présent travail, et qui révéla une chose toute autre qu'une rupture avec la politique du régime déchu.

Pendant que nous attendions, mes collaborateurs et moi, l'invitation de commencer l'impression du recueil de documents, nous nous occupions toujours à éplucher et à compléter les matériaux. Mais, quand la perspective que le gouvernement donnerait bientôt l'autorisation de publier, en vint à diminuer de plus en plus, je ne pus pas conserver plus longtemps mes collaborateurs que d'autres devoirs pressants attendaient. Ils mirent donc un terme à leur travail au commencement de mai ; mais je pouvais compter qu'ils se présenteraient de nouveau, dès que l'ordre d'imprimer aurait enfin été donné.

Cependant cet ordre se fit attendre encore, même après la signature de la paix.

Enfin, au milieu du mois de septembre, on m'appela un beau jour au téléphone au sujet de l'affaire des documents ; cet appel ne venait pas du Département des Affaires Etrangères, mais d'un journal qui me demanda s'il était vrai que MM. Mendelssohn, Montgelas et Schücking, et non pas moi, avaient été chargés de la publication. Je ne pus que répondre que j'en savais moins que le journal qui m'interpellait. Je n'apprenais le fait que par la voie de la presse.

Le gouvernement avait réellement été assez déloyal pour confier à d'autres, sans même m'en avertir, la publication du recueil de documents entrepris par moi et exécuté sous ma direction.

Les raisons pour lesquelles j'ai été débarqué, n'ont pas été élucidées par moi jusqu'à ce jour. Le gouvernement ne les a jamais fait connaître.

Son procédé fit, d'ailleurs, si mauvais effet, qu'il se vit forcé d'en atténuer la portée. MM. le professeur Schücking et le comte de Montgelas s'adressèrent à moi, à la fin de septembre, me donnant l'assurance que ce qu'ils songeaient

à publier, serait exclusivement mon recueil dans lequel on ne changerait pas une ligne sans mon consentement. On me donnerait également toute facilité de surveiller l'impression. Ils me prièrent d'approuver la publication.

Ils devaient donc seulement, dans l'essentiel, soumettre mon travail à un contrôle que je n'avais pas à craindre et faire la menue besogne que nécessite généralement l'impression définitive d'un ouvrage de ce genre, besogne que je leur abandonnai volontiers.

Puisque ma personnalité n'était rien et que la cause était tout pour moi, je ne vis pas de raison de bouder et je me déclarai prêt à coopérer, à la condition que l'impression commençât immédiatement.

Cela me fut également promis, et c'est ainsi que paraît enfin, à cette heure, le recueil devenu presque légendaire des documents de la Chancellerie relatifs à l'origine de la guerre.

Pendant ce travail, je ne m'étais pas contenté, naturellement, d'enfiler ces documents les uns après les autres. Je voulais établir la connexité intime existant dans cette masse d'environ neuf cents pièces, et les coordonner avec les autres matériaux déjà connus et relatifs à l'origine de la guerre. Je le fis non en accusateur, mais en historien qui veut examiner comment les choses se sont passées.

J'entrepris d'abord ce travail de coordination pour moi-même. Un historien ne peut pas colliger des sources sans en discuter la valeur. Plus mon travail avançait, plus vif aussi devint mon désir de ne pas le garder pour moi seul, mais d'en faire profiter le grand public, qui a moins de temps que moi, et, souvent aussi, moins l'occasion d'étudier soigneusement une si grande quantité de matériaux.

C'est ainsi que, peu à peu, ce livre prit forme. Des parties essentielles en étaient achevées depuis des mois, mais j'en avais toujours retardé la publication, ce qui me permit d'y faire de nouvelles additions et d'y apporter des changements, par exemple, lors de la découverte de nouvelles pièces, principalement dans le Livre blanc allemand de juin et dans les publications du docteur Gooss.

Il m'a fallu beaucoup d'abnégation pour ne pas publier

mon écrit, en présence du déluge de révélations sur la guerre que les derniers mois nous ont apportées. Rester silencieux là où j'aurais eu tant à dire, ne fut pas chose facile.

Je me serais bien senti justifié, vu les hésitations continuelles du gouvernement, à faire paraître mon livre avant même qu'il se fût décidé à publier les documents depuis longtemps réunis.

Je n'ai pas travaillé dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères en qualité de fonctionnaire, mais comme historien libre, dès que j'ai cessé d'être Secrétaire d'Etat adjoint. La preuve en est dans le fait que, depuis ce moment, je n'ai reçu du gouvernement, ni appointements, ni émoluments d'aucune sorte.

Un historien qui utilise des archives ne doit rendre compte à personne de l'usage qu'il fait des fruits de son travail.

Si je me tus quand même, ce fut, non pas pour une considération de droit, mais de politique. Tout l'avantage politique que la publication des pièces aurait pu avoir pour le jugement du peuple allemand par ses adversaires présents, ne pouvait avoir lieu que si elle était faite *par* le gouvernement et non *contre* lui. Il est vrai que la publication s'imposait aussi, dans ce dernier cas, pour des raisons de politique intérieure. Mais tant que la possibilité existait, que le gouvernement lui-même ferait paraître les documents, je ne voulus pas le devancer par la publication de mon résumé des matériaux.

Maintenant que toutes les pièces sont rendues publiques, je n'ai plus aucune raison d'attendre encore.

Il n'est pas douteux que mes appréciations seront très contestées ; aucune conception de cette guerre n'a, du reste, eu pour elle le consentement unanime. Et aucun langage n'est plus ambigu, plus fait pour être lu entre les lignes, plus apte à des interprétations contradictoires, que celui des diplomates, langage avec lequel nous avons presque exclusivement affaire ici. Seul, l'Empereur n'applique pas la terminologie diplomatique. Sa langue ne laisse rien à désirer quant à la netteté. Et ses annotations marginales offrent la rare satisfaction de présenter, pour cette fois du moins, un Empereur en négligé.

Quoi qu'il en soit, malgré toute la ruse et l'astuce des diplomates, les documents autrichiens ont fait naître une conception presque unanime de la culpabilité de la politique autrichienne. Celui qui est arrivé à les estimer à leur juste valeur n'aura pas de peine, d'après le texte des documents allemands, à arriver aussi à se faire une idée exacte de la politique allemande.

La tentation fut grande de démontrer, à la claire lumière des événements, à quel point le peuple allemand a été égaré par ceux qui, surtout parmi les socialistes de droite, ont attaqué le plus violemment mon attitude et celle de mes amis durant la guerre, et qui avaient été les apologistes les plus résolus de la politique de guerre du Gouvernement de Guillaume. Leur conception n'est vraiment plus aujourd'hui qu'une vaine fumée.

Mais à cause de cela même, il ne servirait de rien de continuer à polémiquer à ce sujet avec les David et les Hilmann, etc. ; la cohésion de mon exposé en souffrirait, et il serait à craindre que ce récit, qui s'adresse à tous ceux qui veulent connaître la vérité sur l'origine de la guerre, ne prît, par une telle polémique, un caractère de politique de parti, voire même un caractère personnel, ce que je tenais à éviter. Je n'ai donc fait de polémique que là où l'intérêt de l'élucidation des faits l'exigeait, mais, à part cela, je me suis abstenu de toute récrimination.

Cependant, je m'attends à ce que cet écrit suscite de nouvelles polémiques.

Quelle que soit l'attitude qu'on prendra à son égard, il faut que l'on ait toujours une chose en vue à la lecture des documents publiés ici : ils témoignent de pensées et d'actions d'*hommes d'Etat* allemands, et non du *peuple* allemand. Le peuple, lui, n'est coupable que d'une chose, et ne peut-être coupable que de celle-là : il ne faisait pas assez attention à la politique extérieure de ses gouvernants. Mais c'est là une faute que le peuple allemand a commise comme tous les autres peuples. En vain, Marx, il y a plus d'un demi-siècle déjà, lors de la fondation de la première Internationale, proclama comme « le devoir des classes laborieuses » « de

sonder les mystères de la politique internationale, de sur veiller les menées diplomatiques de tous les gouvernements.

Cela n'a été fait, jusqu'ici, que d'une manière absolumen insuffisante. La guerre actuelle, avec ses horribles consé quences, trace plus impérieusement que jamais, ce « devoi des classes laborieuses ».

Je considère ce travail comme une faible partie de l'accom plissement de cette tâche.

Berlin, 1er Novembre 1919. K. KAUTSKY.

COMMENT S'EST DÉCLENCHÉE LA GUERRE MONDIALE

CHAPITRE I

LES COUPABLES

Depuis l'origine de la guerre mondiale, une question occupe tous les esprits : qui nous a apporté cet affreux malheur? Quels hommes, quelles institutions en sont les instigateurs?

C'est là une question non seulement scientifique et intéressant l'historien, mais éminemment pratique pour l'homme politique. La réponse à cette question implique une condamnation à mort des auteurs reconnus coupables, condamnation qui n'est pas nécessairement physique, mais, en tout cas, politique. Les personnes et les institutions dont la puissance a eu des résultats si terribles, doivent être politiquement reléguées parmi les morts, et dépouillées de tout pouvoir.

Mais c'est précisément à cause du caractère non pas académique, mais, au plus haut degré, pratique, de la question des responsabilités de la guerre mondiale, question qui entraîne les plus lourdes conséquences pour l'avenir de la vie de l'Etat, que les vrais coupables ont essayé, dès le début, d'en effacer les traces. Et, pour cela, ils ont trouvé le concours assidu de tous ceux qui sont intéressés à la puissance des personnes et des institutions coupables, même s'ils n'avaient eux-mêmes pris aucune part aux origines de la guerre. C'est ce qui a longtemps rendu très difficile la

recherche des responsabilités. D'un autre côté, cet intérêt pratique de la question a aiguisé la pénétration critique des adversaires, de sorte que le nombre de ceux qui, dès le début, ont été sur la bonne piste, fut assez grand. Le brouillard commença donc à se lever peu à peu et se dissipa complètement, grâce aux récentes publications autrichiennes et allemandes de documents des Ministères des Affaires Etrangères. Nous sommes maintenant en mesure de voir clair.

Un nuage cependant, est encore devant nos yeux ; il sort des profondeurs de la philosophie marxiste. Marx a enseigné que le cours de l'histoire est déterminé, non par des personnes et des institutions particulières, mais en dernier lieu par les conditions économiques. Le capitalisme, dit-on, dans sa forme la plus élevée, le capital mobile, crée partout l'impérialisme, la tendance à étendre les frontières de l'Etat par la violence. Tous les Etats sont dominés par lui, tous sont de nature belliqueuse, et la guerre mondiale en est sortie. Les coupables ne seraient pas des personnes et des institutions, mais le capitalisme dans son ensemble : c'est donc lui qu'il faudrait combattre.

Cette thèse a un son très radical, mais n'en devient pas moins d'un effet très conservateur, partout où le travail pratique est dominé par de telles considérations. Car le capitalisme n'est qu'une abstraction tirée de l'observation de nombreux faits particuliers, aide indispensable quand il s'agit d'examiner leur filiation naturelle.

Mais une abstraction ne peut être *combattue* que sur le terrain théorique, jamais en pratique. En pratique, on ne peut combattre que des faits particuliers. La compréhension théorique du capitalisme n'annule pas la nécessité de la lutte pratique ; c'est à elle, au contraire, à seconder cette dernière en nous permettant d'en coordonner méthodiquement les détails, et à la rendre ainsi plus efficace. Cette lutte est toujours dirigée contre des institutions et des personnes définies, occupant des fonctions sociales déterminées.

Au point de vue marxiste, on peut dire tout au plus que le but de la lutte ne doit pas être le *châtiment* des personnes contre lesquelles elle est dirigée. Chaque homme n'est que le produit du milieu dans lequel il a été élevé et où il vit. Il n'est pas équitable de punir même le pire criminel. La tâche de la société consiste uniquement à lui enlever la possibilité

de continuer à être nuisible, d'en faire, si c'est possible, un membre utile de l'humanité, d'abolir les conditions qui l'ont fait naître et lui ont donné la possibilité et le pouvoir d'être nuisible.

C'est là aussi l'attitude du marxiste envers les auteurs de la guerre mondiale. Mais il n'est pas marxiste de faire dévier la recherche des coupables en renvoyant à la culpabilité impersonnelle du capitalisme.

Marx et Engels ne se sont jamais contentés de parler en général des effets pernicieux du capitalisme. Ils se sont efforcés également d'examiner l'action des institutions, des partis et de leurs chefs, tels Palmerston et Napoléon. Ce n'est pas seulement notre droit, c'est notre devoir d'en faire autant pour les auteurs de la guerre mondiale ; et cela, non seulement pour des raisons de politique extérieure, mais aussi de politique intérieure, de façon à rendre à jamais impossible le retour des personnes et des institutions qui ont été coupables du terrible crime de la conflagration générale.

CHAPITRE II

L'ISOLEMENT DE L'ALLEMAGNE

On objecte encore que les derniers jours qui précédèrent la conflagration générale ne peuvent pas décider à eux seuls, de la question de la culpabilité. En examinant les origines de l'animosité réciproque des peuples, on trouverait chez toutes les grandes puissances, et non pas seulement en Allemagne, l'impérialisme et des velléités d'expansion.

Ceci est fort exact, mais ce désir d'expansion n'explique pas encore la guerre mondiale dont le caractère particulier réside dans la participation de toutes les grandes puissances et de plusieurs petits États, et dans l'alliance du monde entier contre l'Allemagne. Le problème à résoudre consiste à démontrer comment cette situation a été créée. Le mot *impérialisme* ne nous avance pas autrement dans la solution de cette question.

Les débuts de l'impérialisme, à la fin du dix-neuvième siècle et au commencement du vingtième, se signalent par des conflits entre un certain nombre de grands Etats : d'abord, la France avec l'Italie et ensuite avec l'Angleterre ; puis, l'Amérique avec l'Espagne, et également avec l'Angleterre ; ensuite, l'Angleterre contre les Boërs avec lesquels tout le monde sympathisait ; la Russie, enfin, contre le Japon, — l'Angleterre étant dans les coulisses.

A cette époque, l'Allemagne se maintint à l'abri des conflits internationaux qui, quelquefois, dégénéraient en guerres.

Elle avait bien commis la grande faute, en 1871, d'arracher violemment, contre leur volonté, les Alsaciens et les

Lorrains à la France, et de jeter ainsi cette dernière dans les bras de la Russie. Le besoin français de revanche, de réunion des frères asservis, prit, avec le temps, des formes plus adoucies, d'autant plus que les chances des Français dans une guerre contre l'Allemagne diminuaient à vue d'œil, — le chiffre de leur population augmentant à peine, tandis que celle du peuple allemand avançait rapidement, lui donnant une grande supériorité numérique sur la France. En 1866, le territoire de l'Allemagne comptait quarante millions d'habitants et celui de la France, trente-huit millions. Si, en 1870, la France s'était trouvée devant la Prusse seule, ce qu'elle espérait, elle n'aurait eu que vingt-quatre millions d'hommes devant elle. Par contre, en 1910, la France ne comptait que trente-neuf millions d'habitants et l'Allemagne plus de soixante-cinq.

De là, la crainte de la France d'entreprendre une guerre contre l'Allemagne très puissante, crainte qui se répercute encore aujourd'hui dans les clauses du traité de paix de Versailles. De là aussi son besoin de l'alliance russe.

Par suite de l'inimitié existant entre l'Allemagne et la France, la Russie, après 1871, devient l'arbitre entre les deux pays et a, conséquemment, la haute main sur tout le continent d'Europe. La Russie, confiante en sa force, risque, en 1877, la guerre contre la Turquie ; l'exploitation de sa victoire ne trouve d'entraves qu'en Angleterre et en Autriche. Au Congrès de Berlin, en 1878, Bismarck doit prendre parti entre ces deux puissances et la Russie. Il s'émancipe de la tutelle du Tsar et prend parti pour l'Autriche et l'Angleterre.

Dès lors, la Russie s'éloigne de l'Allemagne et entre en relations toujours plus étroites avec la France, de sorte que Bismarck, malgré ses grandes sympathies russes, est de plus en plus contraint d'avoir recours à l'Autriche, à laquelle il adjoint, comme alliée, l'Italie (1882), à l'époque où les Français occupent la Tunisie et blessent ainsi profondément les impérialistes italiens qui guettaient ce pays.

L'Angleterre reste à l'écart des deux combinaisons dans un « splendide isolement », mais elle est, plutôt, du côté de la Triple-Alliance que de l'entente franco-russe. Car il y a des rivalités entre elle et la France au sujet de leurs aspirations africaines (le Maroc, et surtout l'Egypte et le Soudan). Son ancienne animosité contre la Russie, relativement à la

Turquie et aux Indes, se renouvelle sans cesse. Par contre, l'Angleterre entretenait des relations amicales avec l'Autriche et l'Italie ; il n'y avait pas d'opposition prononcée entre elle et l'Allemagne, — Bismarck, attisant, de son côté, les différends de l'Angleterre avec la France et la Russie, pour jouer un rôle d'arbitre et de troisième larron. Cette politique manquait, certes, de moralité, mais elle était tout à l'avantage de la prospérité économique de l'Allemagne. Donc, précisément à l'époque de l'impérialisme naissant, l'Allemagne n'eut aucune guerre à soutenir, et, exploitant, sans y participer elle-même, les conflits impérialistes des autres pays, elle put développer son industrie et son commerce et agrandir ses possessions coloniales.

On voit que, même à l'époque de l'impérialisme, un grand Etat savait faire une politique autre qu'une politique de guerre. Il est vrai qu'il fallait, pour cela, des hommes d'Etat ayant assez de bon sens et de force de résistance, à l'égard de ceux qui prônaient une politique impérialiste de violence, — et ceux-ci manquaient aussi peu en Allemagne qu'ailleurs, puisque, précisément, les avantages de la politique de paix tendaient à les renforcer. L'essor économique fabuleux de l'Allemagne, à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, lui donna les moyens de procéder à des armements militaires puissants ; il créa une classe de capitaines d'industrie violents, surtout ceux de l'industrie des métaux ; à ceux-ci se joignirent les hobereaux, les politiciens de violence d'ancienne date, et la plupart des intellectuels chargés professionnellement de proclamer la gloire militaire des Hohenzollern et d'inoculer à toute la jeunesse une mégalomanie vraiment tudesque.

Le successeur de Bismarck, Caprivi, continua l'ancienne politique qui avait maintenu la paix au milieu de tous les conflits impérialistes des voisins. Mais, quand le prince de Bülow devint Ministre des Affaires étrangères en 1897 (puis chancelier en 1900), avec, à ses côtés, Tirpitz comme chef de la marine, une orientation complètement nouvelle de la politique extérieure était née qui, si elle avait un but, ne pouvait être que celui-ci : l'instauration de la domination du monde par l'Allemagne.

A mesure que ces nouvelles tendances se faisaient jour plus clairement, elles produisaient un revirement complet de

l'attitude du monde vis-à-vis de l'Allemagne. Si, jusqu'alors, le monde avait été divisé par l'impérialisme, ce qui, d'après le *divide et impera*, avait été, pour l'Allemagne, le facteur le plus puissant, désormais toutes les rivalités entre les Etats cédaient le pas à l'unique grand antagonisme contre l'Empire allemand dont tous se sentaient menacés.

Ce changement funeste de la politique internationale allemande fut inauguré par le projet d'accroissement de la flotte (1897) qui commença les armements en concurrence avec l'Angleterre, ce qui n'était compréhensible que si elle avait pour but final le renversement de la domination britannique des mers. La tâche des armements navals allemands a été ainsi définie assez souvent, surtout par les journaux et les politiciens pangermanistes.

Ceci irrita au suprême degré contre l'Allemagne l'opinion publique de l'Angleterre.

L'Empire britannique avait conquis la domination des mers à l'époque des guerres de Napoléon et, depuis lors, aucune puissance n'avait entrepris de la lui disputer. Cette domination elle-même avait considérablement changé de caractère bientôt après la paix de Vienne. Dans les premières dizaines d'années du dix-neuvième siècle, l'Angleterre avait encore été un pays d'assez grande agriculture pour se nourrir tout seul à la rigueur. Il en fut autrement depuis. Etant le plus industriel de tous les pays, il dut bientôt compter, non seulement pour les matières premières, mais aussi pour son alimentation, sur de grandes importations de l'étranger, et plus même que tout autre pays.

En 1850, en Angleterre, au pays de Galles et en Ecosse (sans compter l'Irlande), la population rurale était encore aussi nombreuse que celle des villes. Par contre, en 1911, la population des villes comprenait 78 0/0 de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles, et 75 0/0 de l'Ecosse.

Au dix-huitième siècle, l'Angleterre avait exporté du blé. Au début du dix-neuvième siècle, sa production en froment couvrait presque encore ses besoins domestiques. De 1811 à 1820, on n'importa, en moyenne, que 400.000 *quarters* de froment par an. En 1850, on en importait déjà presque quatre millions; en 1909, dix fois plus, le pays lui-même n'en produisant que sept millions. Quatre-vingt-quatre pour cent

du froment consommé en Angleterre, vers l'époque de la guerre, provenaient de l'étranger.

Toutes ces importations se faisaient exclusivement par voie de mer. En conséquence, l'Angleterre était condamnée à mourir de faim, si, lors d'une guerre, elle cessait de dominer les mers. Sa prépondérance maritime, qui, au début du dix-neuvième siècle, n'était guère qu'un moyen d'étendre et d'assurer la sécurité de son Empire colonial, qui servait donc, pour parler la langue moderne, à des buts impérialistes, cette domination était devenue toujours plus indispensable pour maintenir l'indépendance du pays. L'empire des mers se trouvait être, pour le peuple britannique, outre un but impérialiste, une exigence démocratique, au moins pour aussi longtemps que le désarmement général et l'abolition des guerres seraient impossibles, — ces buts pacifistes devenant, précisément à cause du danger que le pays encourrait par une guerre, très populaires dans la masse de la population anglaise, non seulement chez les socialistes, mais aussi chez les libéraux. Puisque l'idée de la domination des mers était acceptée, dans les couches non seulement impérialistes, mais aussi démocratiques, elle fut appliquée d'une manière très libérale, nullement protectionniste ou même monopolisatrice, mais libre-échangiste, selon le principe de la « porte ouverte ».

L'Angleterre avait ainsi obtenu ce résultat que, durant tout le dix-neuvième siècle, pas un Etat n'avait fait mine de menacer son empire maritime. Seule, l'Allemagne commençait, à la fin du dix-neuvième siècle, la politique des provocations, alors que l'intérêt vital de l'Angleterre exigeait cette domination, bien plus rigoureusement encore qu'au temps de Napoléon Ier.

Quiconque connaissait l'Angleterre et les Anglais, devait savoir que la politique allemande des armements navals, suffisait, à elle seule, à rendre accessibles des couches toujours plus nombreuses de la population anglaise à l'idée d'amener, à tout prix, l'Allemagne, à mettre fin à ces armements, et ce, à défaut d'autres moyens, par une guerre qui, grâce à la politique allemande antérieure, menaçait de mettre également en ligne la France et la Russie comme adversaires de l'Allemagne.

M. de Bülow, qui inaugura cette politique funeste, avoue

lui-même qu'elle devint une menace de guerre pour l'Allemagne. Dans son livre *La Politique allemande*, paru en 1916, il écrivait : « Pendant les dix premières années qui suivirent le projet de 1897, relatif à l'augmentation des armements maritimes, et le commencement de nos constructions navales, une politique anglaise décidée à tout risquer, aurait eu certainement la possibilité, par un violent et rapide coup de main, d'entraver l'évolution maritime de l'Allemagne, et de nous réduire à l'impuissance avant que notre force navale fut devenue dangereuse... Et, dans le dix-huitième mois de la guerre, la *Gazette de Francfort* constatait que l'Angleterre, à l'heure où la guerre avait éclaté, avait dû faire la triste observation que, malgré tous les plans d'encerclement, elle avait manqué le moment propice où elle aurait pu abaisser le rival redouté ». (P. 40).

La politique navale fut donc entreprise au risque d'irriter l'Angleterre et de la pousser à faire la guerre à l'Allemagne. Si une telle guerre n'a pas eu lieu, la faute n'en fut pas à la politique allemande, mais à la réserve de l'Angleterre, qui, à la destruction, par la force, de l'adversaire menaçant, préféra le soi-disant encerclement, c'est-à-dire l'intensification de l'isolement de l'Allemagne, conséquence de sa politique mondiale.

L'effet funeste de la politique maritime de l'Allemagne, aussi insensée que provocante, était encore augmenté par son sabotage tenace de tous les efforts tendant à une entente internationale pour une réduction générale des armements de guerre et la solution pacifique des conflits internationaux par l'arbitrage.

Cela se voyait déjà à la première Conférence de La Haye de 1899 qui avait trait à ces buts.

« Au moment même de la Conférence de La Haye, l'Empereur d'Allemagne prononça son discours de Wiesbaden où il déclara que la meilleure garantie de la paix était « un glaive bien aiguisé ». (1)

A cette Conférence, le délégué allemand ne put pas même être amené à reconnaître l'arbitrage obligatoire, fût-ce pour des demandes de dédommagement et pour des litiges judiciaires. Cette réduction minime du recours à la force dans les conflits internationaux, échoua par suite de la résistance de

(1) Fried, *Handbuch der Friedensbewegung*, page 171.

l'Allemagne, qui, plus tard, refusa aussi tout essai pour arriver à une limitation des armements.

Il ne faut pas s'étonner que l'Allemagne devînt toujours plus odieuse partout, non seulement chez les impérialistes qui rivalisaient avec sa puissance, mais aussi chez les avocats de la paix et de la liberté des peuples.

Le rôle d'ennemi de la démocratie européenne qui, jusqu'alors, avait été celui du tsarisme, devint désormais, de plus en plus, celui de la monarchie militaire allemande. Une politique plus insensée eut, à peine, été possible. Il fallait la condamner, non seulement au point de vue du socialisme international, mais même à celui d'un impérialisme tenant compte de la répartition des forces existantes. Une politique impérialiste allemande raisonnable ne devait pas être faite de manière à provoquer, en même temps, l'hostilité des deux puissances qui, à côté de l'Allemagne, exerçaient une influence décisive en Europe, c'est-à-dire de l'Angleterre et de la Russie. Ou bien, pour arriver à ses fins, elle devait gagner l'appui de l'Angleterre, en opposition à la Russie et à son alliée la France, ce qui exigeait avant tout l'abandon des armements maritimes. En conséquence, conformément au caractère de la politique anglaise, le principe de la « porte ouverte » aurait dû être réalisé partout sur le globe, ce qui aurait fait entrevoir à l'industrie allemande les perspectives les plus brillantes.

Ce n'aurait pas été, il est vrai, une politique vraiment impérialiste selon le cœur des grands industriels, monopolisateurs et militaristes. Ceux-là tenaient, avant tout, à une expansion aux frais de l'Angleterre. Mais il fallait alors arriver, sur ce point, à une entente avec la Russie. Une Allemagne alliée à la Russie, et, par là aussi, plus en sécurité contre le danger français, aurait tranquillement pu entreprendre des armements maritimes rivalisant avec ceux de l'Angleterre. En cas de guerre, les Anglais ne pouvaient pas lui faire grand mal. Ils étaient à même d'occuper ses colonies et d'interrompre son commerce naval, mais non pas d'affamer l'Allemagne. Celle-ci, au contraire, avec l'aide de la Russie, avait la possibilité de renverser sur terre les bases de la position mondiale de l'Angleterre et de réussir à réaliser ce que Napoléon Ier avait en vain cherché par une autre voie, l'occupation de l'Egypte et l'avance aux Indes.

Au contraire, ce fut simple folie d'essayer d'arriver à ce but, la débâcle de l'Angleterre, non pas en union avec la Russie, mais en guerre contre la Russie, contre la France, contre le monde entier.

CHAPITRE III

PROVOCATIONS ALLEMANDES

Dès l'abord, la politique allemande ne signifiait pas encore la guerre de l'Allemagne contre le monde entier, mais bien le danger d'une pareille guerre. Au fur et à mesure que son encerclement s'étendait, que son isolement devenait plus grand, l'Allemagne, dans son propre intérêt, aurait dû éviter toute provocation qui eût pu l'impliquer dans une conflagration.

Un marxiste qui affirme que l'impérialisme aurait en tout cas amené la guerre, quelle qu'eût été la politique allemande, fait penser à quelqu'un qui prendrait la défense de garnements s'amusant à jeter des allumettes enflammées dans un baril de poudre. Ce ne sont pas ces gamins, dirait pour les excuser, ce subtil défenseur, qui ont causé l'explosion par leurs manipulations; la faute en est dans l'existence de la poudre dans le baril. S'il y avait eu, au lieu de poudre, de l'eau dans le baril, cela n'aurait pu arriver. Seulement, dans notre cas, nos gamins savaient qu'il y avait de la poudre; ils l'y avaient mise eux-mêmes en quantité assez considérable.

On peut dire que les provocations de l'Allemagne devenaient plus nombreuses à mesure que son isolement augmentait et que le danger de la guerre mondiale devenait plus menaçant.

C'est justement ce danger croissant qui augmenta l'irritation des deux côtés, à l'étranger et en Allemagne; il donnait une nouvelle impulsion à l'augmentation des armements

et, par suite, au renforcement des éléments belliqueux. Cette irritation multipliait d'une manière redoutable le nombre de ceux qui considéraient la guerre comme inévitable, et qui, par conséquent, poussaient presque à son déclenchement sous forme de guerre préventive, lors d'une occasion propice, quand la situation favoriserait le pays et entraverait l'action des adversaires.

De même, en Allemagne, avec les armements, s'accrut la confiance dans leur efficacité et une véritable mégalomanie se fit jour dans bien des milieux, s'appuyant sur l'histoire militaire prussienne qui, depuis un siècle et demi, à l'exception d'Iéna, ne comptait presque que des victoires.

Les milieux pangermanistes surtout ne cessaient pas leurs provocations. Ils gagnaient une importance sérieuse par le fait qu'ils formaient précisément la partie la plus décidée de ces couches sociales qui dominaient l'Allemagne et desquelles sortaient ses gouvernants. Le mal empira encore par suite de la personnalité de l'Empereur qui, entièrement inféodé aux idées militaires, avec cela superficiel et démesurément vaniteux, avide d'effets théâtraux, ne reculait pas devant les paroles les plus provocantes, s'il croyait par là en imposer à son entourage.

Nous avons déjà vu qu'au moment de la première Conférence de la paix, à La Haye, il déclara, en opposition à l'arbitrage et au désarmement, qu'un glaive bien aiguisé était la meilleure garantie de paix.

Une année après, devant les troupes s'embarquant pour la Chine à Bremerhaven, le 27 juillet 1900, il proclamait ces jolis principes de guerre :

« *On ne pardonne pas. On ne fait pas de prisonniers... Comme il y a mille ans, les Huns, sous leur roi Attila, se sont fait un nom..., ainsi le nom Allemand doit maintenant, pendant mille ans, apparaître en Chine tel que jamais un Chinois n'ose même regarder de travers un Allemand.* »

Si, plus tard, dans la guerre mondiale, la méthode allemande de guerre fut réduite à un système de cruautés, médité de sang-froid, et qui mérita aux Allemands le nom de Huns, le peuple allemand peut en rendre grâces à son Empereur.

Si de telles remarques firent prendre en horreur le nom

allemand par tous les hommes qui pensent humainement, Guillaume n'hésitait pas non plus à lancer des défis aux impérialistes de l'étranger. Il débuta en 1896 par le télégramme à Krüger, le président des Boërs, l'assurant ouvertement de son amitié dans le conflit qui commençait à éclater entre l'Angleterre et le peuple sud-africain.

Bientôt après, en 1896, il se proclama le patron, le protecteur des trois cent millions de Mahométans du globe. Cela s'appliquait autant à ceux d'Algérie, dominés par la France, qu'à ceux qui vivent sous la domination anglaise en Egypte et aux Indes, aux Mahométans de Russie et à ceux de cet Etat menacés par la Turquie.

Continuant cette politique provocatrice, Guillaume, en 1905, à Tanger, quand la France commença à s'intéresser à la question du Maroc, assura le Sultan de sa protection contre quiconque menacerait son indépendance, et, en 1911, au sujet même du litige, il envoyait subitement un navire de guerre devant le port marocain d'Agadir.

Dans ces deux occasions, la paix mondiale fut menacée par ces procédés. Les choses ne s'amélioraient pas par le seul fait que, chaque fois qu'il s'agissait de donner suite à la menace, Guillaume perdait courage et désertait ceux qu'il avait assurés de sa protection. Tels le sultan du Maroc, et, avec une absence toute spéciale de dignité, les Boërs. Cela contribuait seulement à ajouter le mépris à la haine.

Dans ces conflits, des impérialistes se confrontaient de l'un et de l'autre côté. Dans la lutte de la grande Angleterre contre les petites Républiques des Boërs, l'opinion publique du monde civilisé tout entier avait unanimement pris parti pour les petits et les faibles. Dans les conflits relatifs au Maroc, les ouvriers d'Allemagne et ceux de France s'étaient opposés d'un commun accord à la politique de leurs gouvernements et avaient ainsi contribué au maintien de la paix mondiale menacée. Cette attitude du prolétariat socialiste atténua quelque peu les incartades, les étourderies et le caractère provocateur de la politique mondiale allemande.

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE

Cependant, le Gouvernement allemand ne se contentait pas de faire des étourderies de son propre chef. Il se sentait également poussé à couvrir les incartades de la politique *autrichienne*, qui menaçaient aussi de faire éclater la guerre générale, non plus à cause de territoires d'outre-mer, mais relativement à l'indépendance d'États de l'Europe elle-même, directement menacés par l'Autriche.

L'Allemagne, par sa politique mondiale, était arrivée à ne posséder presque plus d'amis parmi les États indépendants de l'Europe. Les relations avec l'Italie, son alliée, s'étaient elles-mêmes très refroidies. Deux États seulement lui restaient étroitement unis, deux États qui avaient perdu leur vitalité et ne pouvaient ainsi subsister que grâce à un fort appui du dehors, l'Autriche et la Turquie.

L'État des Habsbourg et celui du Sultan de Constantinople étaient, l'un et l'autre, des États de nationalités diverses qui ne se maintenaient pas par une supériorité de bien-être et de liberté, mais seulement par la contrainte militaire. Ce type d'État devenait de plus en plus inconciliable avec la démocratie moderne, qui s'élève irrésistiblement, sous l'influence des moyens de communication actuels entre les peuples.

L'Autriche et la Turquie, la Turquie d'Europe tout au moins, étaient donc irrévocablement condamnées à périr. Les hommes d'Etat dirigeants de l'Allemagne s'en aperçurent si peu qu'ils firent leur seul appui précisément de ces États —

mais, vraiment, à quel autre pays pouvaient-ils avoir recours avec leur politique mondiale?

Ces deux États étaient les adversaires traditionnels de la Russie qui convoitait l'accès à la Méditerranée, à Constantinople, mais qui avait plusieurs fois fait l'expérience qu'elle ne pouvait y arriver par une voie directe. Elle se décida donc à y parvenir par une voie détournée, par la désagrégation de la Turquie en une série de petits États nationaux indépendants qu'elle espérait voir devenir des Etats vassaux du Tsarisme, puisque, par la religion, et en partie — chez les Serbes et les Bulgares — aussi par la langue, ils étaient très rapprochés du peuple russe. Donc, par opposition aux Gouvernements autrichien et turc, elle favorisa les mouvements d'indépendance dans les Balkans et travailla ainsi dans le sens du progrès historique nécessaire auquel ces gouvernements s'opposaient. Le même monarque que ses propres sujets maudissaient comme bourreau et Tsar sanguinaire, fut salué dans les Balkans comme « tsar libérateur ». Il est vrai que l'impérialisme russe n'aurait pas atteint ses fins chez les peuples balkaniques. A mesure que leur force et leur indépendance vis-à-vis du Sultan, s'accroissaient, ils devaient également gagner en indépendance en face du Tsar. Ils ne se sentaient attirés vers lui qu'aussi longtemps qu'ils avaient besoin de sa protection, aussi longtemps que leur indépendance était menacée d'un autre côté.

Cet « autre côté », dans les dernières dizaines d'années avant la guerre, l'Autriche le fut de plus en plus. En face de l'accroissement des mouvements nationaux des Roumains et des Yougo-Slaves dans leur propre pays, où surtout les seigneurs magyares les opprimaient durement, une forte Serbie et une forte Roumanie, côtoyant leurs frontières, parurent très dangereuses aux chefs de la Monarchie austro-hongroise. Les partis agraires de la Monarchie, ceux de Hongrie tout d'abord, voyaient également d'un mauvais œil les régions d'exportation agricole de Serbie et de Roumanie. En dernier lieu, les impérialistes militaires, bureaucrates et capitalistes d'Autriche, qui voulaient dominer la route de Salonique, regardaient l'existence d'une Serbie indépendante comme un obstacle qu'ils devaient désirer voir disparaître.

La politique de tous ces éléments autrichiens jeta la Serbie et la Roumanie dans les bras de la Russie.

Si les hommes d'État autrichiens croyaient devoir écraser la Serbie, pour barrer le chemin aux intrigues russes dans les Balkans, la situation était, en réalité, tout autre. C'est précisément par leur hostilité contre la Serbie qu'ils renforçaient l'influence russe.

Pour éliminer cette influence, il eût fallu que les gouvernants d'Autriche fissent une politique de solidarité envers les Serbes et les Roumains, dans leur propre pays et envers les États voisins de Serbie et de Roumanie. Il leur fut impossible de procéder ainsi. Pour sauver leur État par un tel moyen, ils auraient dû agir contre leurs intérêts du moment.

Si l'opposition démocratico-nationale et prolétarienne en Autriche ne pouvait pas renverser ces dirigeants, ce pays était perdu, de même que la Turquie, et celui qui s'alliait avec un tel État était également perdu.

De plus, l'Autriche se sentait encore une grande puissance et voulait se gérer librement ; elle prenait toujours, de nouveau, l'initiative d'une politique indépendante qui, au fur et à mesure de l'accroissement des difficultés intérieures et extérieures, devenait de plus en plus déraisonnable et absurde.

La situation n'était pas améliorée par le personnel gouvernemental de cet Etat. A sa tête, se trouvait un souverain qui n'était pas doué de facultés intellectuelles remarquables, à qui l'âge et une série de coups du destin, des plus durs, imposaient de plus en plus un repos absolu, parce qu'il présentait tous les caractères de la sénilité la plus complète. Mais, pour son malheur, les peuples d'Autriche ne tenaient aucunement compte de ce besoin de repos, et leur révolte contre l'État devenu impossible, s'accentuait toujours. Sous l'influence de cette agitation croissante dans l'Empire, le besoin de repos absolu aboutissait aux phénomènes les plus contradictoires, et conduisait parfois à une souplesse surprenante. Mais cette souplesse ne pouvait pas amener le résultat désiré, c'est-à-dire tranquilliser les peuples, puisqu'elle n'était toujours que partielle, n'aboutissant qu'à des palliatifs. Ce régime fut incapable d'opérer une réforme radicale.

Lorsque cette souplesse n'amenait pas la tranquillité désirée, le besoin de repos faisait alors déchaîner la plus grande sévérité pour éliminer, par la force, les fauteurs de désordre.

Si cette manière de procéder s'appliquait en premier lieu à la politique intérieure, la politique extérieure en fut affectée

également. Ces deux politiques avaient, en Autriche, les plus étroites relations par le fait que, des huit nationalités de l'Empire, deux seulement étaient exclusivement situées à l'intérieur des frontières, tandis que les autres pour une partie considérable de leur territoire, demeuraient hors des frontières du pays, et que plusieurs même étaient organisées en États indépendants. Déjà, les aspirations nationales des Roumains, Ruthènes, Polonais, influençaient la politique extérieure de l'Autriche, et cela avait lieu à un degré plus élevé encore par l'Irredenta italienne et yougo-slave.

A ceci il faut ajouter qu'à côté de son Empereur, un second dominateur échut à l'Autriche, l'Archiduc François-Ferdinand, désigné en 1896 comme héritier du trône, presque à l'époque où l'Allemagne inaugurait sa redoutable politique maritime. Les tendances impérialistes qui envahissaient alors tous les États plus ou moins grands, se manifestèrent, depuis lors, également en Autriche. Elles ne pouvaient pas, cependant, s'appliquer à des pays d'outre-mer. L'impérialisme autrichien, comme celui de Russie, tendait à l'expansion du pays par l'élargissement de ses frontières. Cela pouvait se faire le plus aisément dans le midi, par la conquête de la route de Salonique, ce qui exigeait la transformation de l'Albanie et de la Serbie en colonies autrichiennes. Ce que, depuis 1871, depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine, aucun État n'avait osé faire en Europe, l'annexion violente, contre sa volonté, d'une population politiquement indépendante, l'Autriche sénile, mais encore grande, voulait l'entreprendre contre la Serbie, jeune et forte quoique petite, par le moyen de mauvais traitements systématiques.

François-Ferdinand, jeune, énergique, ne tenant compte de rien, ne connaissant ni le besoin de repos, ni l'hésitation entre la souplesse et la force, se fiant à la force seule, devint l'incarnation de ces tendances impérialistes qu'il pouvait renforcer de plus en plus, à mesure qu'avec l'âge de l'Empereur, son influence, comme héritier du trône, grandissait sur l'armée et la politique extérieure. C'est cette politique qu'il dirigea depuis 1906, depuis le remplacement de Goluchowski par Æhrenthal.

François-Ferdinand et ses acolytes ignorants ne reculaient pas devant les pires provocations, sans aucun souci du défi qu'ils jetaient à la Russie protectrice de la Serbie, mettant

ainsi en danger la paix du monde. Qu'avaient-ils à craindre aussi longtemps que le grand frère allemand, avec son poing vigoureux, se tenait debout derrière eux? Et s'il s'y tenait, c'est parce que sa propre position dans le monde serait menacée, lorsque la seule puissance militaire importante sur laquelle il pouvait compter, perdrait en force ou en considération.

CHAPITRE V

LES CRISES BALKANIQUES

Une première fois, la paix du monde avait été frivolement compromise par l'Autriche en automne 1908, quand, sans nécessité, elle avait annexé les territoires de Bosnie et d'Herzégovine administrés par elle depuis 1878 pour le compte de la Turquie. Elle rompait sans honte les traités conclus avec ce dernier État, et violait grossièrement les sentiments nationaux des Yougo-Slaves que le traitement des Bosniaques, échangés ou ravis d'une façon arbitraire, comme des objets de propriété, devait irriter au plus haut degré. Le danger d'une guerre universelle avait été provoqué alors par ce fait que la Russie se voyait refoulée dans les Balkans si elle n'obtenait pas de compensation. Mais, chez les autres puissances européennes également, surtout en Angleterre, la rupture impudente du traité de 1878 avait soulevé les plus vives protestations. L'Autriche aurait dû céder si l'Empire allemand ne l'avait pas secondée.

Cette attitude avait déjà posé les germes de la future guerre mondiale ; pourtant des hommes politiques allemands l'ont encore approuvée pendant la guerre, avant la débâcle il est vrai. Le prince de Bülow s'en fait un titre de gloire dans son livre déjà cité sur la *Politique allemande :*

« Je ne laissai aucun doute, dans mes discours au Reichstag et dans mes instructions à nos représentants à l'étranger, que l'Allemagne était décidée à rester fidèle à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie, d'une manière absolument ferme et dans toutes les circonstances. *Le glaive allemand* était jeté dans la balance de la décision européenne, indirectement pour

notre allié austro-hongrois, directement pour le maintien de la paix européenne, et avant tout et en premier lieu pour la considération et la position allemandes dans le monde ». (Page 60).

Voilà la méthode par laquelle l'ancien régime cherchait à maintenir la paix. Sa tâche ne consistait pas à empêcher les provocations frivoles de l'allié, mais à jeter pour lui le glaive allemand dans la balance. Et, ainsi, en approuvant la rupture du traité, il croyait agir pour « la considération allemande » dans le monde.

Hashagen, dans son petit livre *Umrisse der Weltpolitik*, publié la même année que celui de Bülow, est encore plus satisfait et s'exprime ainsi :

« Pour le raffermissement de l'alliance, il a été d'un *avantage inappréciable* que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ait bientôt déchaîné une *campagne internationale formidable*, non seulement contre l'Autriche-Hongrie, mais aussi contre l'Allemagne. C'est cette campagne qui rendit les relations des alliés tout à fait indissolubles. » (II, P. 6).

En effet, quelle ingénieuse politique que celle qui considère le déchaînement d'une campagne internationale formidable contre elle-même comme un avantage inestimable, parce que, ainsi, l'Allemagne devenait complètement prisonnière de l'Autriche, pays en faillite intérieure complète.

Le « glaive allemand » maintint la paix du monde en 1908 et 1909 parce que la Russie dut subir tranquillement l'humiliation infligée alors à la Serbie et conséquemment à elle-même. Car elle saignait encore de toutes ses blessures après sa défaite par le Japon et sa Révolution.

La Serbie dut promettre, le 31 mars 1909, par une note humiliante, qu'elle ferait amende honorable et renoncerait à sa politique de protestation contre l'annexion.

Mais, naturellement, la Russie ne se tint pas pour battue définitivement dans les Balkans. La Serbie, isolée, avait dû reculer devant l'Autriche. La politique russe réussit à établir une alliance entre les gouvernements balkaniques. Une fédération des peuples balkaniques en une république qui les comprendrait tous, avait été demandée depuis des années par les socialistes slaves méridionaux. Elle offrait les meilleures chances d'assurer aux peuples des Balkans la plus grande indépendance envers la Turquie et l'Autriche, comme aussi